

Pourquoi la culture fédérale est aussi un poids lourd sur le plan économique

En moyenne, pour un euro investi dans la culture, deux euros au minimum sont réinjectés dans l'économie. Voire bien plus, sur le long terme.

SARAH GODARD

A l'heure où les défenseurs de la culture crient au scandale suite à l'annonce de restrictions budgétaires visant les institutions culturelles et scientifiques fédérales, d'aucuns s'interrogent sur leurs retombées économiques en Belgique. Que rapporte un euro investi par les pouvoirs publics dans la culture? Difficile de répondre à cette question sans être un peu approximatif. Mais tentons d'objectiver les chiffres.

Un exercice difficile

Jusqu'à présent, l'argument économique en faveur de la culture n'avait jamais été brandi avec autant de vigueur. «La culture n'en avait pas besoin parce qu'il n'y avait pas à la défendre», observe Jean-Gilles Lowies, chargé de recherche à l'Observatoire des politiques culturelles. Mais, surtout, mesurer l'apport économique de la culture n'est pas chose aisée. «C'est difficile à quantifier. Tout dépend des indicateurs qui sont utilisés et qui sont, pour la plupart, subjectifs comme par exemple, l'effet 'retour touristique' ou la réputation internationale», admet le chercheur.

Ces critères abstraits ne sont d'ailleurs généralement pas pris en compte par les décideurs. «On ne nous prend pas au sérieux», regrette Camille Pisani, directrice de l'Institut royal des Sciences naturelles de Belgique. *En dix ans, les projets de recherche de l'Institut ont augmenté de 20%, les visiteurs de 40%. Et nous sommes un établissement de réputation internationale, fort demandé pour faire partie de consortiums européens et internationaux. Viser la qualité et la maintenir est une stratégie payante, qui coûte, mais aussi qui rapporte, avec un meilleur bilan coût/bénéfice qu'une institution médiocre», défend-elle.*

Selon l'Union européenne, les secteurs de la culture et de la création ne représentent pas moins de 4,5% du PIB européen et jusqu'à 8 millions d'emplois. A l'instar de la Grande-Bretagne et de la Finlande, notre voisin français a également tenté de mesurer ce «PIB culture» en 2013 dans un rapport commun au ministère de la Culture et au ministère de l'Economie. Il en ressort notamment qu'en France, la culture contribue sept fois plus au PIB que l'industrie automobile.

Pour un investissement public de 1 euro, une autre étude française évoque même des retours de 4 ou 5 euros. «Cela me semble très élevé», juge Henri Capron, professeur d'économie à Solvay à l'origine d'une étude sur l'impact économique, social et culturel des institutions scientifiques fédérales. *Dans notre hypothèse la plus minimaliste, le coefficient multiplicateur tourne autour de deux». Toutefois, précise l'auteur, il est possible d'arriver à de tels résultats si le multiplicateur tient compte des interactions d'impact dynamique. «Si l'on prend en considération les effets d'entraînement sur l'économie à long terme, on peut certainement arriver à un multiplicateur plus élevé, de l'ordre de trois*

ou quatre, voire plus», commente Henri Capron.

Un euro investi = 1,6 euro

L'étude qu'il a réalisée en 2010 portait sur les chiffres 2008 mais le professeur émérite estime que les résultats restent encore valables aujourd'hui. La contribution directe et indirecte à court terme de l'Institut royal des Sciences naturelles de Belgique (IRSNB), du Musée royal de l'Afrique centrale (MRAC), des Musées royaux d'Art et d'Histoire (MRAH) et des Musées royaux des Beaux-Arts de Belgique (MRBAB) a été estimée à approxi-

mativement 168 à 170 millions d'euros en termes productifs et environ 2.600 personnes en termes d'emplois «supportés».

Une perspective plus large

Un euro de services produit par le pôle Musées des institutions scientifiques fédérales engendrait une production de biens et services d'environ 1,6 euro dans le reste de l'économie. Et si l'on considère l'ensemble des dix institutions scientifiques fédérales, en ce compris le Pôle Documentation et le Pôle Espace, le coefficient multiplicateur atteint 2,1. «Cela le situe au niveau des multiplicateurs les plus élevés de l'économie belge comme la construction ou les activités informatiques», commente Henri Capron.

Cela signifie surtout que leurs poids économiques respectifs sont au moins équivalents. Mais, souligne Henri Capron, il ne faut pas raisonner uniquement en termes monétaires. «L'argument économique n'a de sens que s'il est abordé dans une perspective sociétale, insiste-t-il. Il faut tenir compte des objectifs globaux du secteur de la culture sur les plans scientifique, social et culturel. En ce sens, la culture vaut beaucoup plus».

EXPRESS

L'impact économique de la culture est **difficile à quantifier** parce qu'il dépend des indicateurs utilisés, souvent subjectifs.

Néanmoins, la plupart des études montrent que **pour un euro investi, au moins deux euros sont produits**.

Ce chiffre peut encore grimper si l'on tient compte **des effets d'entraînement sur l'économie à long terme**.

En Belgique, l'impact de la culture sur le PIB est au moins **équivalent à celui de la construction ou des activités informatiques**.

Bozar attire deux fois plus de visiteurs qu'en 2002

Depuis 2010, le Palais des Beaux-Arts (devenu Bozar) attire plus d'un million de visiteurs par an alors qu'au début des années 2000, il en accueillait tout juste la moitié. Selon une étude réalisée par Boston Consulting Group à la demande de l'institution culturelle fédérale en 2011, 40 à 50% des visiteurs étrangers citent le Palais des Beaux-Arts comme une raison clé de visiter Bruxelles.

Via ses 1.200 activités culturelles annuelles, Bozar est, par ailleurs, une «industrie» créatrice d'emplois dans la région de Bruxelles-Capitale. L'institution emploie 340 personnes (dont 220 équivalents temps plein), contre 135 en 2002, auxquels s'ajoutent un nombre important de free-lance et de person-

nel saisonnier.

Au-delà de ses murs, le Palais des Beaux-Arts crée également de l'emploi dans des professions spécifiques du secteur culturel et créatif, tels que les métiers de conservateurs, de la scène, de la lumière ou de la décoration. «Le Palais des Beaux-Arts a apporté son soutien à plus de 30.000 professionnels de la création depuis 2004», ressort-il de l'étude.

Intra et extra-muros

Elle révèle également que les 15 millions d'investissements structurels publics annuels permettent non seulement à Bozar de créer de la valeur en termes d'emplois, de projets artistiques et culturels pour la société ou de protection du pa-

trimoine mais également dans les industries créatives et culturelles. Au final, «l'empreinte économique positive totale atteint 40 millions d'euros chaque année», a calculé Boston Consulting Group.

Le Palais des Beaux-Arts mise aussi beaucoup sur les co-productions et les partenariats. Ses ressources seraient, en effet, insuffisantes à elles seules pour atteindre un tel niveau d'activités artistiques. Cette manière de fonctionner a un impact sur la valeur globale générée: la valeur additionnée des co-productions peut être estimée entre 10 et 15 millions d'euros par an. Ce faisant, Bozar multiplie la valeur économique (et artistique) ainsi créée à l'intérieur et à l'extérieur de ses murs. «La valeur des activités of-

fertes par le Palais des Beaux-Arts est presque deux fois plus élevée que les coûts directs dépensés dans ses activités par l'institution elle-même», conclut l'étude.

L'empreinte économique positive totale du palais des Beaux-Arts atteint 40 millions d'euros chaque année.

La Monnaie a généré 40 millions d'euros de PIB en 2011

En 2013, le Théâtre Royal de La Monnaie a mandaté le cabinet Deloitte pour mesurer son impact sur l'économie globale. Les chiffres révèlent que l'institution contribue significativement à générer des revenus directs à travers ses activités d'opéra.

Au cours de l'année 2011, le total des dépenses liées aux activités opéra de La Monnaie a atteint 42,2 millions d'euros, dont près de 90% ont été réalisés en Belgique — et le reste en Europe. Tout aussi remarquables, les dépenses des visiteurs, à l'occasion de leur passage à La Monnaie, représentent un montant total de 8 millions d'euros, contribuant à générer 19,6% de l'impact total de La Monnaie dans le PIB. De quoi assurer le maintien de 185 emplois directs et indirects.

A côté du ticket pour le spectacle

(73 euros en moyenne), le spectateur de La Monnaie dépense en moyenne 101,5 euros en frais associés: 21,28 euros en logement, 10,40 euros en transport, 9,27 euros en snacks et boissons, à l'intérieur du théâtre, 21,96 euros en snacks et boissons, à l'extérieur du théâtre, 5,3 euros en merchandising et 33,2 euros en «préparation» et autres dépenses. À noter que la contribution à l'activité économique belge des artistes étrangers et de leurs équipes reste limitée (0,4%), dilués qu'ils sont par l'importance des budgets de La Monnaie et la taille du public.

Pour chaque employé, deux jobs indirects

Au total, les activités culturelles de La Monnaie permettent également

de favoriser l'emploi, avec 720 emplois directs, indirects et induits en Belgique, soit deux emplois indirects pour chaque employé de La Monnaie. Ces activités ont généré des recettes fiscales pour l'Etat à hauteur de 6,7 millions d'euros. «Chaque euro de subside public génère un retour moyen de 0,23 euro par recouvrement de l'impôt», calcule Deloitte. Le cabinet conclut qu'en additionnant les effets directs, indirects et induits, La Monnaie a généré 40,2 millions d'euros de PIB en Belgique en 2011.

Quant à l'impact économique de l'institution culturelle fédérale dans le reste de l'Europe, il atteint 3,7 millions d'euros, soit de quoi soutenir 118 emplois annuellement.

Le profil type? 53 ans et Bruxelloise

L'étude de Deloitte s'attarde enfin sur la clientèle typique de La Monnaie. Il s'agirait d'une femme de 53 ans, résidant à Bruxelles, hautement instruite et se déplaçant en voiture, généralement accompagnée au spectacle par son/sa partenaire.

0,23€

Chaque euro de subside public génère un retour moyen de 0,23 euro par recouvrement de l'impôt.